

Perspectives

N°26/212 – 16 octobre 2026

MONDE – L'actualité de la semaine

Avec le FMI, essayons de prendre un peu de hauteur...

Attendue avec impatience par les marchés, **l'inflation américaine de septembre a surpris désagréablement** : l'inflation tant totale que sous-jacente s'inscrit en hausse et excède les attentes. L'inflation progresse de 0,6% sur un mois, ce qui porte sa progression annuelle de 3,4% à 3,7%, alors que l'inflation sous-jacente voit son glissement annuel passer de 2,4% à 2,6%. S'il y a du « bruit » lié à des composantes fortement volatiles (billets d'avion, hôtels, etc.), ce chiffre signale néanmoins une inflation plus forte et plus tenace. Ce diagnostic est également alimenté par l'évolution des prix à la production : les indices global et sous-jacent progressent respectivement de 6,3% et de 5% sur un an, après 5,7% et 4,8%.

Au regard des États-Unis, le risque inflationniste chinois paraît tout relatif : supérieure aux attentes (4,4%), la hausse vigoureuse des prix à la production de septembre (5% sur un an) a surpris. Durant une longue période (oct. 2022-fév.2026), les prix se sont en effet repliés en glissement annuel. En affichant leur rythme annuel le plus élevé depuis juin 2022, les prix à la production prolongent leur retour très récent en territoire positif. Cette accélération reflète quasi exclusivement les tensions enregistrées en amont sur l'énergie (tel que, par exemple, le coût de l'extraction du charbon en hausse sur un an de 35,3%) ou les métaux (comme la fabrication de métaux non ferreux dont le prix progresse de 21,4% sur un an).

Du côté des **prix à la consommation chinois**, les rythmes de hausse annuelle, tant pour l'inflation totale (0,9% en septembre) que sous-jacente (1%), restent faibles. Même si la composante liée à l'énergie (prix du carburant pour le transport en hausse de près de 15% sur un an) se redresse, les autres composantes progressent toujours très faiblement. Si de nombreux commentateurs se réjouissent à l'idée d'un scénario appelé avec enthousiasme « reflation par les coûts », tant que la confiance des ménages reste faible, qu'il n'y a pas de signe clair d'amélioration de la demande des consommateurs, l'espoir d'éloignement définitif de la menace déflationniste risque d'être déçu. Or, faute de demande interne, ce sont vers les marchés d'exportation que se tourneront les biens chinois.

À cet égard, dans le cadre des consultations commerciales et d'investissement Union européenne-Chine, **la Chine et l'UE sont parvenues à une déclaration conjointe** de seize points. Alors que les pressions des opinions publiques en France et en Allemagne appellent à une plus grande fermeté, les positions (longtemps « orthogonales ») des grands pays de l'UE semblent s'aligner en faveur d'une position conjointe plus alignée et plus ferme. Loin d'être agressif, loin de contrevenir aux règles internationales, l'accord Chine-UE couvre de vastes sujets qui s'étendent des véhicules électriques et hybrides, à la propriété intellectuelle, aux contrôles à l'exportation et à la réforme de l'OMC en passant par la sécurité des chaînes d'approvisionnement et les terres rares. L'accord a été jugé globalement constructif : s'il réduit la probabilité d'une escalade immédiate, de nombreux risques de conflit ouvert demeurent. Le commissaire européen au Commerce, Maroš Šefčovič, a décrit cet accord comme une « première étape cruciale ».

Face à un déficit commercial abyssal (360 milliards d'euros en 2025, environ 100 milliards d'euros par trimestre en 2026), **l'Europe se veut plus ferme** et, si la coopération ne produit pas de résultats tangibles, se dit prête à utiliser d'autres outils pour assurer un rééquilibrage. La France et l'Allemagne envisageraient même de recourir à un mécanisme permettant de bloquer quasi immédiatement l'accès au marché unique. Si la Chine n'est pas nommément citée, elle se sent suffisamment concernée pour réfuter certaines accusations, dont elle se dit injustement accusée (instrumentalisation d'intrants clés des chaînes d'approvisionnement dont les terres rares ou sous-évaluation de la monnaie chinoise).

Hormis l'inflation américaine, **les marchés n'ont pas été abreuvés de nouvelles économiques décisives ou fracassantes**. L'inflation américaine ne les a pas émus au point de faire se redresser les taux d'intérêt. Seule la partie très courte s'est tendue alors que les échéances plus longues (deux et dix ans) se sont repliées. La détente s'est transmise à la zone euro. Les taux souverains s'y replient mais dans une bien moindre mesure. La prime de la France est celle qui profite le moins du mouvement de resserrement. Les investisseurs restent suspendus à la saga budgétaire française. Sur un sujet connexe, Moody's examinera la note de la France (Aa3, perspective négative) le 23 octobre : une éventuelle dégradation ne devrait pas avoir d'impact significatif sur le *spread*. Les marchés devancent les *downgrades* et les autres agences ont déjà incorporé la dégradation de la qualité de crédit dans des notations plus faibles (S&P et Fitch lui attribuent la note A+ avec perspective stable).

Enfin, dans son dernier rapport (dense et riche) sur l'état du monde, **le FMI¹ prodigue quelques conseils simples à l'attention des décideurs**. Une sorte de prescription à inscrire sur une *to-do List* qui aurait un peu d'ambition (voire un peu d'humour)...

« Les décideurs doivent faire deux choses à la fois : contenir les risques immédiats liés à l'inflation, à la dette et à la fragilité financière tout en mettant en place l'infrastructure, les compétences et l'environnement compétitif nécessaires pour que la transformation technologique se traduise par une croissance plus large et plus équilibrée, avec des gains répartis de manière plus équitable entre et au sein des pays ».

Consultez nos articles sur l'actualité économique et géopolitique publiés cette semaine

- ✓ [France – Le taux d'effort logement : en baisse depuis 2014, en hausse à plus long terme](#)

¹IMF, World Economic Outlook, "Resilience Under Strain, Urgent Choices" - Chap. 1, "Global Prospects and Policies".

Évolution des marchés

Taux d'intérêt, États-Unis (%)	16-oct.	Var° sur une semaine ⁽¹⁾	Var° sur un mois ⁽¹⁾	Depuis le 1 ^{er} jan. ⁽¹⁾
Fed funds, upper limit	4,00	0	0	25
Sofr Overnight	3,88	1	26	13
Sofr 3 mois	4,12	8	13	47
Swap US 2 ans ⁽²⁾	4,62	-4	0	130
Swap US 10 ans ⁽²⁾	4,73	-11	10	91
Taux d'intérêt, Zone euro (%)	16-oct.	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
Dépôt	2,50	0	0	50
€STR	2,44	0	0	50
Euribor 3 mois	2,64	1	-2	61
Swap zone euro 2 ans ⁽³⁾	3,27	-3	-9	108
Swap zone euro 10 ans ⁽³⁾	3,46	-6	-2	57
Taux souverains (%)	16-oct.	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
US Treasury 10 ans	5,10	-14	8	91
Bund 10 ans	3,43	-5	-8	53
OAT 10 ans	4,81	-4	35	120
BTP 10 ans	4,50	-7	14	89
Bonos 10 ans	4,03	-6	7	70
Taux de change	16-oct.	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
EUR/USD	1,13	0,6%	-2,4%	-4,0%
EUR/CHF	1,33	1,1%	-1,1%	-1,2%
EUR/GBP	0,84	-0,2%	-1,6%	-3,1%
USD/YEN	158	-0,2%	1,8%	0,8%
USD/CNY	6,69	-0,1%	-0,3%	-4,3%
Actions (indices)	16-oct.	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
S&P 500	7 744	-0,9%	2,5%	12,9%
Dow Jones	52 178	1,0%	1,4%	7,8%
Eurostoxx 50	6 216	0,7%	-0,8%	6,3%
CAC 40	7 967	2,1%	-2,1%	-2,8%
Nikkei 225	65 324	-5,4%	2,2%	29,8%
Shenzhen 300	4 171	-3,4%	-6,9%	-9,9%
Marché du crédit ⁽⁴⁾	16-oct.	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
iTraxx Main	63	0	10	13
iTraxx Crossover	313	4	55	69
iTraxx Financial Senior	71	0	15	17
iTraxx Fin. Subordinated	118	1	28	26
Marchés émergents	16-oct.	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
MSCI Emerging markets ⁽⁵⁾	1 608	-5,9%	-4,7%	12,5%
Matières premières	16-oct.	Var° sur une semaine	Var° sur un mois	Depuis le 1 ^{er} jan.
Pétrole (\$/bl, Brent)	106,1	1,3%	0,3%	74,7%
Gaz naturel UE (EUR/MWh)	88,0	8,0%	12,7%	203,3%
Or (\$/once)	4 177	-0,3%	-3,9%	-3,4%

(1) Les variations (pour les taux d'intérêt et les spreads) sont exprimées en points de base

(2) Taux de swap contre Sofr OIS

(3) Taux de swap contre Euribor 3 mois

(4) Primes de risque de crédit (maturité moyenne des indices : 5 ans)

(5) Indice : actions pays émergents

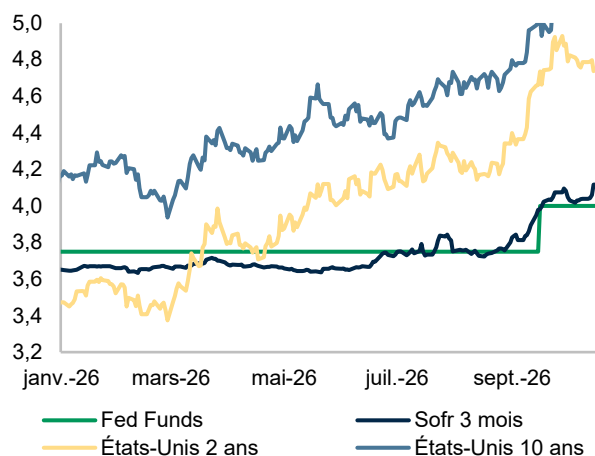
Sources : Bloomberg Finance L.P., Crédit Agricole S.A./ECO

Données actualisées le 16/10/2026 à 13h54

Tendances à suivre

Taux d'intérêt en dollar américain

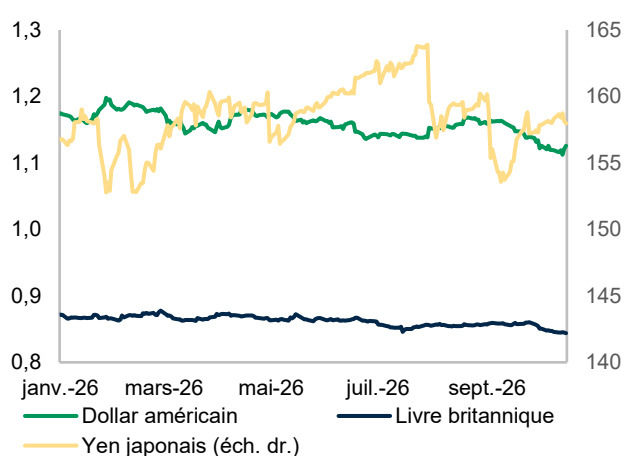
%, interbancaire (Londres) et souverains (États-Unis)



Source : Thomson Reuters

Taux de change des principales devises

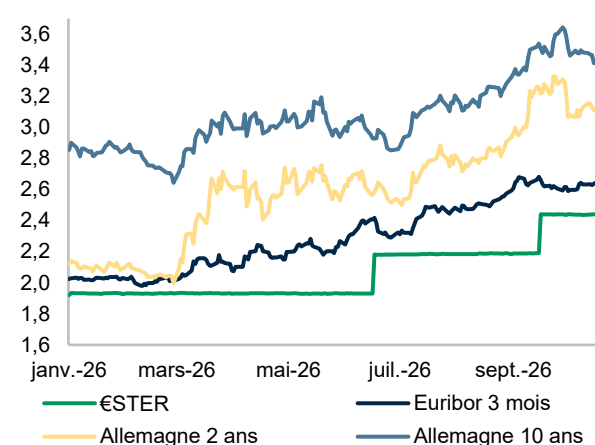
EUR/USD, EUR/GBP et USD/JPY



Source : Thomson Reuters

Taux d'intérêt en euro

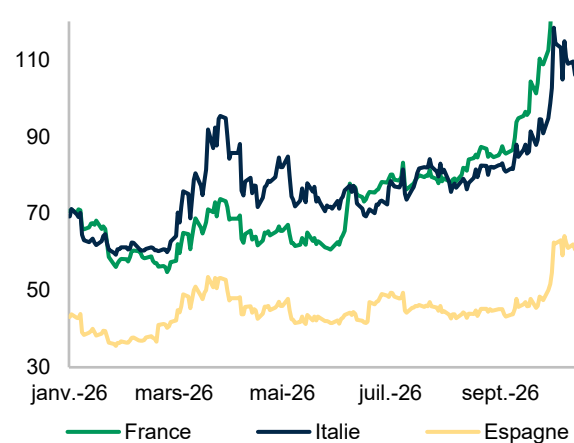
%, interbancaires (Londres) et souverains (Allemagne)



Source : Thomson Reuters

Spreads souverains européens avec le Bund

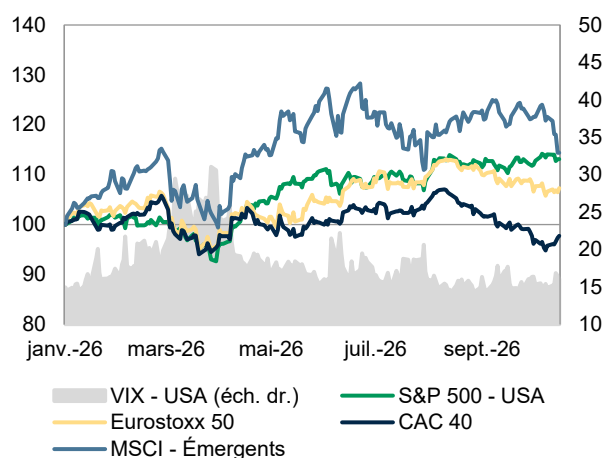
Pdb, dette en EUR à dix ans



Source : Thomson Reuters

Marché actions

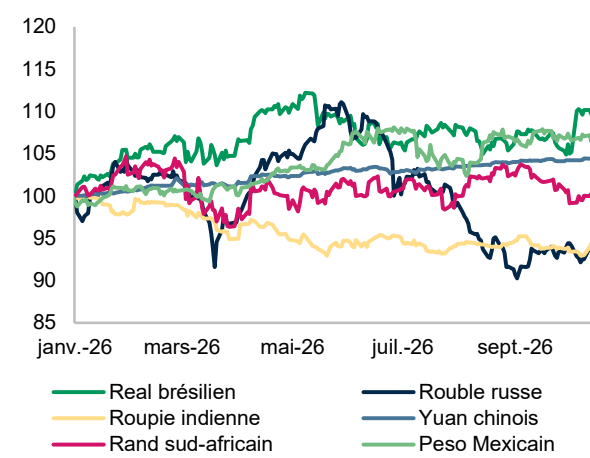
Indices boursiers (100 = début de période) et volatilité VIX



Source : Thomson Reuters

Taux de change des devises émergentes

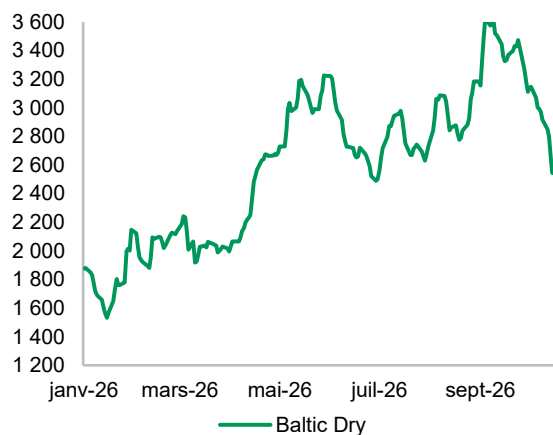
/USD (indice 100 = début de période)



Source : Thomson Reuters

Coût du transport maritime de vrac sec

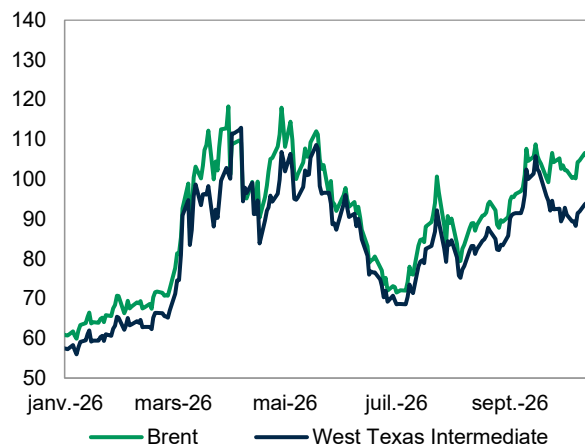
Baltic Dry Index (USD/point)



Source : Baltic Exchange

Cours du baril de pétrole brut en USD

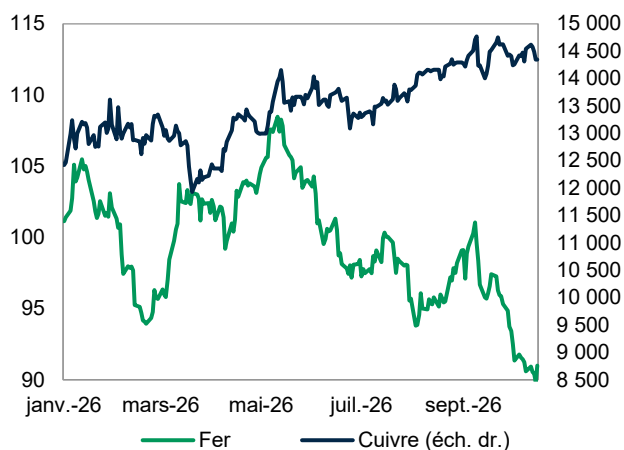
Brent (mer du Nord) et WTI (golfe du Mexique)



Source : Thomson Reuters

Cours des métaux

USD/tonne métrique



Sources : Steel Home, London Metal Exchange

Cours de l'once d'or

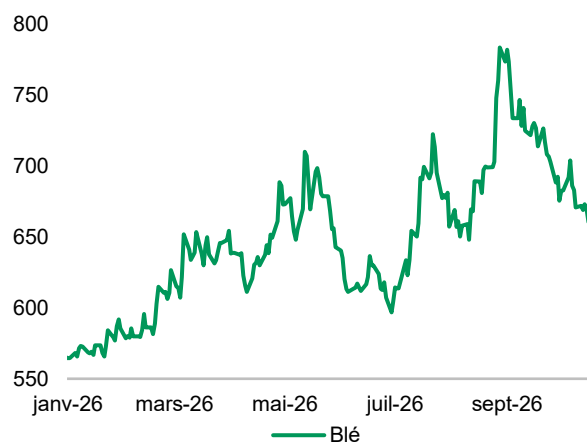
USD / once troy (Londres)



Sources : Thomson Reuters

Agriculture

SRW Wheat (USD/boisseau)



Sources : USDA, CRB

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :



Monde – Scénario macro-économique 2026-2027 – Octobre 2026

[Les couches de risque se superposent](#)

Date	Titre	Thème
15/10/2026	Mines & Métaux – Le cuivre ou la valse des paradoxes	Mines & Métaux
15/10/2026	France – Le taux d'effort logement : en baisse depuis 2014, en hausse à plus long terme	France
09/10/2026	Allemagne – La reprise à l'épreuve du troisième trimestre	Allemagne
09/10/2026	Royaume-Uni – Scénario 2026-2027 : l'économie résiste mais l'étau se resserre	Royaume-Uni
09/10/2026	Monde – L'actualité de la semaine – 9 octobre 2026	Monde
08/10/2026	Industrie allemande – Face à la Chine, un modèle sous pression	Allemagne
08/10/2026	Immobilier résidentiel – Le vieillissement démographique atténuera-t-il la pénurie de logements en Allemagne ?	Allemagne
08/10/2026	Point de vue – Allemagne, de la renaissance à la refondation	Allemagne
02/10/2026	Monde – Scénario 2026-2027 : les couches de risque se superposent	Monde
29/09/2026	Fintech Outlook 9 premiers mois de l'année – Citius, Altius, Fortius	Fintech
29/09/2026	Italie – La sortie de la procédure pour déficit excessif reportée à 2027	Italie
28/09/2026	France – Enquêtes de conjoncture : des résultats mitigés en septembre	France
28/09/2026	États-Unis – Les investisseurs étrangers se détournent-ils des titres américains ?	États-Unis

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO

Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert – Nathalie Marcet

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'information à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'information soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse régionale, ne saurait donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.